

“L’aide au développement est inefficace”

Le franc-tireur

PRÉSIDENT D'IDAY

Jean-Jacques Schul

Dossier réalisé par
Jonas Legge

Le contexte

L'aide au développement, tant publique que privée, est régulièrement critiquée par des analystes et par des acteurs de la société civile africaine. Son effet serait nul, voire néfaste sur le développement des pays récipiendaires. Or elle est poursuivie depuis plus de 50 ans.

Jean-Jacques Schul, président d'Iday, tient cependant à préciser que *“cette critique ne concerne que l'aide au développement, pas l'aide humanitaire dispensée en cas de catastrophes naturelles ou de conflits nécessitant une assistance financière exceptionnelle”*.

Bio express

► **Son attitude tout en retenue** contraste avec la fermeté de son discours. Malgré la tendresse de son regard, ses mots sont durs. *“Les charités tuent”*, assène Jean-Jacques Schul, avant de préciser que *“la provocation est nécessaire, elle permet de contrer les croyances trop ancrées”*.

► **Cet agronome belge** est, depuis 2008, le président d'Iday, un réseau qui regroupe 633 organisations encourageant le dialogue entre les organisations de la société civile africaine et leurs gouvernements. Se présentant comme *“porte-voix pour l'éducation en Afrique”*, Iday se targue de contribuer directement à la scolarité de 280 000 jeunes. Le comité d'honneur de l'association regroupe des personnalités comme Hauwa Ibrahim ou Denis Mukwege, tous deux lauréats du prix Sakharov.

► **Aujourd'hui retraité**, le septuagénaire a travaillé de nombreuses années à la Banque mondiale et à la Banque européenne d'investissement, où il était notamment chargé d'examiner sur le terrain les résultats réels des investissements. *“Ces résultats sont très décevants, tant en Afrique qu'en Europe. L'aide au développement ne marche pas”*, soupire-t-il.

La chaîne de l'aide au développement avait-elle vraiment besoin d'un nouvel opérateur comme Iday?

À l'époque, il n'existait pas de réseau tout à fait spontané pour améliorer l'éducation. Or seuls les Africains savent ce qu'il faut mettre en œuvre pour offrir à leur jeunesse la possibilité de participer au développement de leurs pays. La société civile africaine propose des solutions adaptées à son environnement et elle est capable de faire du plaidoyer auprès des gouvernements, le tout avec une aide minime.

Que reprochez-vous aux ONG?

D'abord, de manquer d'objectivité dans l'évaluation des situations. Elles sont beaucoup plus concernées par l'augmentation de l'argent qu'elles peuvent collecter que par l'impact réel de leur action. Les acteurs de la société civile africaine leur reprochent aussi de s'interposer entre eux et leurs gouvernants. Les grandes ONG viennent avec leur argent et imposent donc leurs idées, en étant peu ouvertes aux idées développées par les locaux.

Leur travail est tout de même efficace?

Il est efficace au niveau microéconomique: elles créent des écoles, dispensent l'enseignement... Mais cela se fait à un coût tellement élevé qu'il empêche ces initiatives d'être démultipliées à grande échelle, donc cela reste des projets isolés. En plus, ça laisse penser aux gens sur place qu'il n'y a que les étrangers qui peuvent résoudre les problèmes. En restant un point déterminant dans le processus organisationnel, elles ne mettent pas assez en évidence la capacité de la société civile locale à se développer.

À vous entendre, leur apport semble carrément contre-productif...

Ce que ces charités oublient, c'est qu'elles se substituent au pouvoir des gouvernements, qui sont responsables des droits fondamentaux. Ce n'est pas à des ONG de garantir l'avenir de vos enfants. Les gouvernants savent que nous ne résistons pas à la tentation de réparer une route dégradée, de soutenir la scolarité d'enfants en guenilles, de soigner des malades désargentés. Ils laissent donc aux intervenants extérieurs le soin de financer ces secteurs, transférant le bon argent public à d'autres dépenses, d'un intérêt collectif souvent moindre.

Les donateurs ont beau vouloir se donner bonne conscience, ce n'est pas durable... Les gens estiment que faire un don est bon en soi. Cela ne nous rend pas très populaires et pourtant, nous nous devons de déclarer le contraire... Même des arguments rationnels permettent rarement de modifier une croyance bien ancrée. Voilà pourquoi nous n'hésitons pas à être provocants, pour aller à l'encontre de croyances.

Comment les ONG et les politiques perçoivent votre discours ?

On nous dit qu'il n'est pas compatible avec les règles, que nous devons rentrer dans le moule, quitte à ne pas entendre les besoins de la société civile. Pourtant, même le ministre belge de la Coopération au développement (NdLR: Alexander De Croo) affirme que l'aide ne contribue pas au développement. Nous n'avons jamais pu le rencontrer, mais ses collaborateurs nous assurent qu'Iday agit comme il faut... Or, actuellement, l'aide étrangère tend à entretenir la pauvreté.

L'aide publique belge en Afrique n'est donc pas efficace ?

Si on en croit une étude de 2009 du Fonds monétaire international, la Belgique est l'un des pires pays dans ce domaine, avec l'Angleterre et la

France, soit les principaux anciens pays colonisateurs. Deux professeurs de l'Université d'Anvers,

dont la sommité Robrecht Renard, dénoncent eux aussi l'aide belge et son inefficacité. Il est temps que les contribuables exigent des donateurs publics, alimentés par leurs impôts, qu'ils arrêtent de mesurer leur performance principalement par les montants dépensés.

Comment expliquer l'inefficacité belge ?

La coopération au développement belge souffre d'un corporatisme prononcé: un nombre de plus en plus restreint d'ONG ont accès aux fonds publics, qu'ils soient fédéraux ou régionaux. Les modalités d'octroi des fonds sont déterminées par des décisions du haut vers le bas, ce qui est pourtant considéré par de multiples observateurs comme une des principales causes de l'échec. Même si la situation est en train d'évoluer, les petites associations non agréées (ex. Comequi, Mayera, ADPM) n'ont quasiment pas accès aux fonds publics, alors qu'elles sont plus proches de la société civile locale et ont des coûts par bénéficiaire généralement inférieurs à ceux des grandes ONG. L'argent du contribuable est donc mal utilisé. De plus, la politique de coopération belge se caractérise par son attachement aux intervenants belges alors qu'il est démontré que ceux-ci constituent un frein au développement autonome et endogène des populations visées.

Les Africains ont-ils réellement besoin de l'aide occidentale ?

À chaque assemblée générale d'Iday, nos membres africains le clament: "Arrêtez l'aide internationale, nos gouvernements seront obligés de nous écouter, et nous n'aurons plus besoin de vous." Globalement, la jeunesse africaine demande que cette aide cesse! Angus Deaton, prix Nobel d'économie 2015, conclut même à un impact négatif: plus un pays reçoit de l'aide, moins il se développe. Là où les gouvernements sont efficaces, l'aide peut être utile. Là où les gouvernements sont inefficaces, ça ne fait qu'entretenir la corruption et ça décourage les gouvernants d'assumer leurs responsabilités...

Le système ne fait pas ses preuves mais tout le monde le poursuit. Comment l'expliquer ?

Si, après 55 ans, le système ne donne pas les résultats escomptés, c'est qu'il existe d'autres résultats ailleurs. Premièrement, c'est clairement que les donateurs en tirent énormément de bénéfices. Pour chaque dollar que l'Afrique reçoit, il y en a deux qui sortent du continent, notamment par les transferts illicites des sociétés étrangères et des riches Africains vers les paradis fiscaux. Consciemment ou non, les grandes sociétés belges et les ONG font partie d'un système qui fait

qu'on extrait des ressources naturelles sans que le bénéfice reste sur place et parvienne à servir les pays. L'Afrique soutient le monde et pas l'inverse. Ensuite, les donateurs sont enchaînés dans des coûts administratifs très élevés. Ces coûts ne peuvent se justifier que s'ils font des opérations d'un montant élevé. Or ces projets coûteux sont rarement compatibles avec les besoins et les capacités de gestion des organisations locales. Cela conduit à des échecs prévisibles. Si le secteur de l'aide au développement était soumis aux règles du marché, il n'existerait plus aujourd'hui.

Êtes-vous pessimiste concernant le développement africain si on continue à suivre la voie actuelle?

Si nous entretenons la situation actuelle, nous allons retarder le développement de l'Afrique. Le continent représentera un quart voire un tiers de la force active de l'humanité d'ici trente ans. Or, sans changements radicaux, cette population ne sera pas prête à affronter la concurrence de l'économie mondiale. L'Afrique est le dernier continent où le nombre d'illettrés augmente encore. Si on ne parvient pas à donner aux jeunes Africains des perspectives de participation à l'élaboration d'une vie meilleure, près d'un million d'entre eux pourraient vouloir émigrer chaque année.

EXTRAITS

“Les preuves de l'inefficacité de l'aide étrangère, publique comme privée, sont trop abondantes pour pouvoir continuer à se voiler la face.”

“Même si la société civile locale intervient dans les choix, ceux-ci ne sont retenus que s'ils correspondent aux sensibilités des donateurs qui aiment à jouer un rôle prépondérant dans la résolution du problème.”

“Les ONG du Sud comme du Nord sont caractérisées par un individualisme forcené et par une vive compétition entre elles.”

“La tendance à préférer des interventions unitaires à gros budget a montré des effets dévastateurs à cause de l'hypothèse erronée que l'impact d'une intervention dépend de la quantité d'aide étrangère qu'elle consomme.”

“Il est temps que les contribuables exigent des donateurs publics, alimentés par leurs impôts, qu'ils arrêtent de mesurer leur performance principalement par les montants dépensés.”

LE LIVRE

“Ces charités qui tuent”

Publié par Iday, 136 pages, 20 €. Contact : info@iday.org

Cette brochure met en cause l'approche de l'aide au développement en prenant appui sur de nombreuses analyses de la littérature et sur l'expérience de terrain des membres d'Iday.